

LES MESURES D'ORDRE FAMILIAL dans le système de retraite luxembourgeois



DIE FAMILIENLEISTUNGEN im luxemburgischen Rentensystem

2009



CHAMBRE DES SALARIES
LUXEMBOURG

Les mesures d'ordre familial dans le système de retraite luxembourgeois	p. 2
Prendre sa retraite	p. 4
Périodes d'assurance pension	p. 8
Périodes d'assurance obligatoire	p. 8
Périodes d'assurance assimilée	p. 12
Périodes d'assurance continuée	p. 14
Périodes d'assurance facultative	p. 16
Périodes d'assurance achetée rétroactivement	p. 18
Cotisations et majorations de pension découlant d'un achat rétroactif	p. 20

Sommaire

Les informations contenues dans le présent ouvrage ne préjudicient en aucun cas à une interprétation et application des textes légaux par les administrations étatiques ou les juridictions compétentes. Le plus grand soin a été apporté à la rédaction de cette brochure. L'éditeur ou l'auteur ne peuvent être tenus responsables d'éventuelles omissions ou erreurs dans le présent ouvrage ou de toute conséquence découlant de l'utilisation de l'information contenue dans la présente publication.

Die Familienleistungen im luxemburgischen Rentensystem	S. 3
Wann kann man in Rente gehen?	S. 5
Rentenversicherungszeiten	S. 9
Pflichtversicherungszeiten	S. 9
Anrechenbare Versicherungszeiten	S. 13
Weiterversicherungszeiten	S. 15
Freiwillige Versicherungszeiten	S. 17
Rückkaufzeiten	S. 19
Beiträge und Höhe der Rentenbezüge infolge eines Rückkaufs	S. 21

Inhalt

Die Angaben in dieser Broschüre berühren unter keinen Umständen die Auslegung und Anwendung der Gesetzestexte durch die staatlichen Behörden oder die zuständigen Gerichte. Auf die Abfassung dieser Broschüre wurde die größtmögliche Sorgfalt verwandt. Herausgeber und Verfasser haften nicht für mögliche Auslassungen oder Fehler im Text oder für Folgen, die sich aus der Verwendung der Inhalte dieser Veröffentlichung ergeben.

Les mesures d'ordre familial dans le système de retraite luxembourgeois

Les droits des femmes et des hommes en matière de retraite divergent-ils ? En théorie non. En pratique, les femmes portent souvent, par obligation ou par choix, le poids des charges familiales et domestiques et quittent davantage le marché de l'emploi pour se consacrer complètement ou partiellement aux responsabilités familiales qui découlent de la naissance de leur(s) enfant(s).

Le modèle de socialisation luxembourgeois n'a pas encore totalement intégré l'égle responsabilité des hommes et des femmes dans ce domaine. L'égalité hommes-femmes que l'Union européenne appelle tant de ses vœux, particulièrement sur le marché du travail, s'affirme difficilement, notamment du fait que, au sein même de la sphère privée, les rôles ne sont guère redistribués. La révolution mentale et culturelle s'opère à petits pas.

Conséquence : les femmes qui aspirent à faire jouer l'assurance vieillesse peuvent se retrouver, à l'âge de la retraite, face à des droits réduits. Le niveau de la retraite allouée par le régime général des pensions dépend en effet de la durée de la vie professionnelle et des salaires perçus au cours de cette vie professionnelle.

Les personnes qui désirent axer leur projet de vie en partie autour de l'éducation de leurs enfants plutôt que de valoriser leur carrière professionnelle, dans le but d'assurer cette éducation aussi au sein du noyau familial plutôt qu'au sein des seuls établissements spécialisés, peuvent donc être pénalisées.

Il existe cependant, en matière de retraite, des dispositions qui permettent à ces personnes de faire reconnaître une partie du volume de travail notamment éducatif effectué à domicile. Notons que, à cet égard, le législateur projette d'ailleurs de réglementer la question des droits à la pension des époux divorcés.

Ce dépliant met brièvement en exergue les quelques mesures spécifiques dans la législation luxembourgeoise qui permettent de parfaire la durée d'assurance d'un parent qui souhaite obtenir une pension aussi complète que possible, alors qu'il a interrompu sa vie professionnelle pour des « raisons familiales ».



Die Familienleistungen im luxemburgischen Rentensystem

Haben Frauen und Männer in Bezug auf ihre Rente unterschiedliche Rechte? Theoretisch nicht. In der Praxis kümmern sich die Frauen oft gezwungenermaßen oder auf eigenen Wunsch um Familie und Haushalt und steigen häufiger aus dem Erwerbsleben aus, um sich nach der Geburt ihrer Kinder ganz oder teilweise der Familie zu widmen.

Mit dem luxemburgischen Sozialisationsmodell konnte noch nicht erreicht werden, dass Männer und Frauen die gleiche Verantwortung übernehmen. Die Gleichheit von Männern und Frauen, die Europäischen Union von der insbesondere für den Arbeitsmarkt angestrebt wird, ist schwer zu verwirklichen. Das liegt hauptsächlich an einer unverändert traditionellen Rollenverteilung im privaten Bereich. Die geistige und kulturelle Revolution schreitet nur langsam voran.

Die Folge: Frauen können bei Erreichen des Rentenalters mitunter nur relativ niedrige Ansprüche geltend machen. Die Höhe der Rente, die aus der allgemeinen Rentenversicherung gezahlt wird, hängt nämlich von der Dauer des Erwerbslebens und von dem Arbeitsentgelt ab, das im Laufe der Erwerbstätigkeit bezogen wurde.

Personen, in deren Lebensentwurf anstelle einer beruflichen Laufbahn die Erziehung der Kinder im Mittelpunkt steht, und diese beispielsweise in der Familie selbst und nicht ausschließlich in entsprechenden Betreuungseinrichtungen erziehen, können somit Nachteile erfahren.

Allerdings können sich diese Personen einen Teil der zuhause erbrachten Erziehungsarbeit für ihre Rente anerkennen lassen. Der Gesetzgeber beabsichtigt in diesem Zusammenhang übrigens, die Rentenansprüche Geschiedener neu zu regeln.

In diesem Faltblatt sind die speziellen Regelungen der luxemburgischen Gesetzgebung zusammengefasst, mit denen Mütter und Väter, die ihre Erwerbstätigkeit aus familiären Gründen unterbrochen haben und trotzdem eine möglichst vollständige Rente erhalten möchten, ihre Versicherungsdauer aufstocken können.

A 65 ans

L'âge légal de la retraite est de 65 ans. La pension de vieillesse, qui n'est accordée que sur demande, commence à courir le premier jour de la soixante-sixième année de l'assuré. Pour bénéficier de sa pension de retraite, l'assuré doit pouvoir justifier d'un stage d'au moins 10 ans (120 mois) d'**assurance cotisée** (c'est-à-dire obligatoire, continuée, facultative ou achetée), dont un minimum de douze mois d'assurance obligatoire.

Pour avoir droit à une pension complète, on doit normalement justifier d'une « carrière d'assurance » de 40 ans auprès de la Caisse nationale d'assurance pension (CNAP) et/ou des institutions qui l'ont précédée.

A 60 ans

Il est toutefois possible de se retirer de la vie professionnelle de manière anticipée dès l'âge de 60 ans, pour autant que l'on puisse faire valoir une carrière de 40 années qui comprendront des périodes d'**assurance cotisée** (obligatoire, continuée, facultative ou achetée) et des périodes d'**assurance assimilée**, qui permettent le cas échéant de colmater les brèches dans la carrière d'assurance obligatoire.



Wann kann man in Rente gehen?

Mit 65 Jahren

Das gesetzliche Rentenalter liegt bei 65 Jahren. Die Altersrente wird, übrigens nur auf Antrag, ab dem ersten Tag des 66. Lebensjahres des Versicherten gezahlt. Dafür muss der Versicherte nachweisen können, dass er mindestens 10 Jahre (120 Monate) lang **Rentenversicherungsbeiträge** (Pflichtversicherung, Weiterversicherung, freiwillige Versicherung oder jedoch Nachkaufzeiten) gezahlt hat, davon mindestens zwölf Monate lang in die Pflichtversicherung.

Für einen vollen Rentenanspruch müssen Sie normalerweise eine vierzigjährige „Versicherungslaufbahn“ bei der gesetzlichen Rentenkasse [Caisse nationale d'assurance pension, CNAP] und/oder einer Vorgängerinstitution nachweisen können.

Mit 60 Jahren

Es ist jedoch möglich, sich ab dem Alter von 60 Jahren vorzeitig aus dem Erwerbsleben zurückzuziehen, sofern man 40 Jahre **Beitragszeiten** (Pflichtversicherung, Weiterversicherung, freiwillige Versicherung oder Nachkaufzeiten) oder **gleichgestellte Versicherungszeiten**, die gegebenenfalls Unterbrechungen der Pflichtversicherungszeit ausgleichen, nachweisen kann.



A 57 ans

La retraite peut également être anticipée dès 57 ans si et seulement si l'assuré justifie de **40 ans d'assurance obligatoire**. Dans ce cas, les éventuelles années pratiques d'apprentissage sont reconnues comme périodes d'assurance obligatoire. Ainsi un apprenti qui aura choisi une filière pour laquelle la formation théorique coïncide avec trois années de pratique (par exemple la maçonnerie) bénéficiera de deux années de cotisation supplémentaires par rapport à l'apprenti qui aura choisi une filière comprenant une année pratique à temps plein pour deux années théoriques (par exemple le secrétariat).

Il faut également savoir que, dans le régime général, le montant de la pension se compose essentiellement de deux éléments : un forfait proportionnel au nombre d'années cotisées par le retraité appelé « **majorations forfaitaires** » (au total 40/40^e) et une partie dépendant des salaires perçus au cours de sa carrière d'assurance (constituant la fraction de la pension dénommée « **majorations proportionnelles** »). C'est la somme de ces deux types de majorations qui détermine le montant de la retraite.

Périodes d'assurance reconnues pour parfaire le stage nécessaire au départ à la retraite						
Âge de la retraite	Minimum d'années d'assurance	Période obligatoire	Période continuée	Période facultative	Période achetée	Période assimilée
57 ans	40 ans					
60 ans	40 ans dont 10 ans					
65 ans	10 ans					

Périodes d'assurance prises en compte pour atteindre le minimum requis

Périodes d'assurance ignorées en vue du minimum requis



Wann kann man in Rente gehen?

Mit 57 Jahren

Die Rente kann auch schon ab 57 Jahren beantragt werden, jedoch nur, wenn der Versicherte **40 Jahren lang Beiträge** gezahlt hat. In dem Fall werden die Praxisjahre einer Ausbildung als Pflichtbeitragszeit anerkannt. So kann ein Auszubildender, dessen theoretische Ausbildung gleichzeitig mit einer dreijährigen praktischen Lehre stattfindet (beispielsweise in einer Maurerausbildung), zwei Jahre Beitragszeit mehr geltend machen als ein Auszubildender, dessen Lehre aus einem praktischen Jahr in Vollzeit und zwei theoretischen Ausbildungsjahren besteht (beispielsweise in einer Sekretariatsausbildung).

Wichtig ist außerdem, dass sich die Rente in der allgemeinen Rentenversicherung hauptsächlich aus zwei Elementen zusammensetzt: aus den **pauschalen Steigerungen** [Majorations forfaitaires] entsprechend den Versicherungsjahren des Rentners (maximal 40 Vierzigstel) und einem Betrag, der vom Lohn während der Versicherungszeit abhängt **proportionalen Steigerungen** [Majorations proportionnelles]. Die Summe dieser beiden Teilbeträge bildet die Rente.



Versicherungszeiten, die für die Ermittlung des Renteneintrittsalters geltend gemacht werden können						
Renten-eintrittsalter	Mindest-versicherungs-zeit	Pflicht-versicherung	Weiter-versicherung	Freiwillige Versicherung	Nachkauf-zeiten	Anrechenbare Zeiten
57 Jahre	40 Jahre					
60 Jahre	40 Jahre davon 10 Jahre					
65 Jahre	10 Jahre					

Versicherungszeiten, die für die Ermittlung der erforderlichen Mindestbeitragszeit anerkannt werden

Versicherungszeiten, die für die Ermittlung der Mindestbeitragszeit nicht anerkannt werden

On le constate à la lecture du résumé des droits en matière de retraite qui précède, une carrière d'assurance vieillesse peut comporter des périodes de cotisation de plusieurs types que nous allons à présent détailler succinctement.

Périodes d'assurance obligatoire

Les périodes dites d'assurance obligatoire sont principalement l'activité professionnelle salariée (ou indépendante) au cours desquelles le salarié verse des **cotisations sociales** reposant sur son salaire. Ces périodes sont calculées en mois. Pour qu'un mois soit reconnu, il doit comprendre un minimum de 64 heures de travail. Le report aux mois suivants des fractions de mois inférieures à ce seuil est toutefois possible.

D'autres périodes sont identifiées comme obligatoires. Par exemple :

- ▶ le bénéfice de l'indemnité de chômage, de l'indemnité pécuniaire de maladie ou de maternité et la préretraite,
- ▶ l'apprentissage indemnisé,
- ▶ le service militaire obligatoire accompli dans l'armée luxembourgeoise,
- ▶ les aides et soins bénévoles à une personne reconnue dépendante,
- ▶ les périodes d'accueil d'un enfant placé,
- ▶ le congé parental ou encore, sur demande, les « **baby-years** »*.

Ces deux dernières périodes font partie des dispositions qui ont été adoptées au fil des ans pour permettre au parent salarié de se consacrer temporairement à l'éducation de son enfant tout en lui garantissant, dans une certaine mesure, la continuité de ses droits.



Die vorstehende zusammenfassende Darstellung der Rentenansprüche zeigt, dass die Rentenversicherungszeit aus verschiedenen Arten von Beitragszeiten bestehen kann, die wir im Folgenden kurz beschreiben.

Pflichtversicherungszeiten

Die sogenannten Pflichtversicherungszeiten bezeichnen hauptsächlich die Zeiten der abhängigen (Arbeitnehmer) oder unabhängigen Erwerbstätigkeit, in denen der Versicherte **Sozialabgaben** aufgrund seines Arbeitsentgelts abführt. Diese Zeiten werden monatsweise erfasst. Ein Monat wird anerkannt, wenn darin mindestens 64 Arbeitsstunden geleistet wurden. Das Übertragen von Stunden unterhalb dieser Grenze auf die Folgemonate ist allerdings möglich.

Außerdem zählen zu den Pflichtversicherungszeiten beispielsweise:

- ▶ die Bezugszeiten von Arbeitslosenunterstützung, Krankengeld oder Mutterschaftsgeld,
- ▶ Vorruhestandszeiten, vergütete Ausbildungszeiten,
- ▶ der obligatorische Militärdienst in der luxemburgischen Armee,
- ▶ die Zeiten der freiwilligen Betreuung und Pflege einer anerkannt pflegebedürftigen Person,
- ▶ Zeiten für die Aufnahme eines Kindes (enfant placé),
- ▶ der Elternurlaub oder, im Rahmen der Familienunterbringung, auf Antrag, die „**Baby-Jahre**“*.

Die beiden letzten Perioden sind Gegenstand der Bestimmungen, die im Laufe der Jahre verabschiedet wurden, um Arbeitnehmern mit Kindern zu ermöglichen, sich zeitweise der Kindeserziehung zu widmen und dabei in gewissem Maße ihre Ansprüche zu behalten.



*Les « baby-years »

La loi luxembourgeoise prévoit que, si l'on réduit ou interrompt sa carrière au moment de la naissance (ou de l'adoption) d'un enfant, pour se consacrer à son éducation pendant 24 mois au maximum, cette période d'interruption de deux années est, sur demande, reconnue comme période cotisée.

Ces baby-years sont donc valorisés tant au niveau de la durée de l'assurance que de la somme des revenus qui, ensemble, déterminent le montant final de la pension de retraite. C'est en fin de compte comme si le parent salarié ne suspendait pas son parcours professionnel.

En termes de cotisations pour la retraite, si le congé parental est couvert par l'Etat en proportion de l'indemnité forfaitaire de congé parental, les baby-years permettent de leur côté une couverture retraite à hauteur de la moyenne mensuelle des revenus cotisables au cours des douze mois précédant immédiatement l'accouchement.

Pour profiter de cette mesure, il faut avoir cotisé pendant au moins douze mois au cours des 36 mois qui précèdent l'accouchement (ou l'adoption).

A noter que les 24 mois passent à 48 mois pour le troisième enfant (ou un enfant atteint d'infirmité physique ou mentale) et qu'ils peuvent être, le cas échéant, répartis entre les deux parents.

Le forfait d'éducation

Pour les personnes résidant au Luxembourg au moment de la naissance de leur enfant qui se sont consacrées à l'éducation de celui-ci et qui n'ont pas pu profiter des baby-years, le Fonds national de solidarité verse, sur demande, un forfait d'éducation de 86,54 euros par enfant.

Ce forfait est octroyé sous réserve que le conjoint du demandeur n'ait pas lui-même profité des baby-years et que le requérant ait atteint l'âge de 60 ans ou qu'il prenne sa pension.



**„Baby-Jahre“*

Wenn man bei der Geburt (oder Adoption) eines Kindes seine Erwerbstätigkeit für maximal 24 Monate reduzieren oder unterbricht, um sich der Erziehung des Kindes zu widmen, kann man sich diese Zeit nach luxemburgischem Recht als Beitragszeit anrechnen lassen.

Die Baby-Jahre werden somit sowohl bei der Ermittlung der Versicherungsdauer als auch bei der Berechnung der Einkünfte, nach denen sich die Höhe der endgültigen Rente richtet, mitgezählt. Ganz so, als habe der Arbeitnehmer seine Erwerbstätigkeit nie unterbrochen.

Werden beim Elternurlaub vom Staat Beiträge im Verhältnis zum pauschalen Elternurlaubsgeld gezahlt, werden für die Baby-Jahre Rentenbeiträge aufgrund des durchschnittlichen beitragspflichtigen Monatseinkommens der letzten zwölf Monate vor der Entbindung angerechnet.

Man hat Anspruch auf die Baby-Jahre, wenn man in den 36 Monaten vor der Entbindung (oder der Adoption) mindestens zwölf Monate lang Beiträge entrichtet hat.

Beim dritten Kind (oder wenn ein Kind an einem körperlichen oder geistigen Gebrechen leidet) werden die 24 Monate auf 48 Monate verlängert und können gegebenenfalls zwischen den Elternteilen aufgeteilt werden.

Erziehungspauschale

Personen, die bei der Geburt ihres Kindes in Luxemburg ansässig sind, ihre Erwerbstätigkeit unterbrechen und keine Baby-Jahre in Anspruch nehmen können, zahlt der Nationale Solidaritätsfonds [Fonds national de solidarité] auf Antrag eine Erziehungspauschale von 86,54 Euro pro Kind.

Diese Pauschale ist an die Bedingung geknüpft, dass der Ehepartner des Antragstellers ebenfalls keine Baby-Jahre in Anspruch genommen hat und der Antragsteller mindestens 60 Jahre alt ist oder seine Rente antritt.

Périodes d'assurance assimilée

Ces périodes ne sont pas liées à des cotisations, comme l'est l'assurance obligatoire. Elles permettent, le cas échéant, de parfaire le stage de 40 ans ouvrant le droit à la pension de vieillesse dès 60 ans.

Sont notamment comptabilisées comme périodes d'assurance assimilée : les années d'études et de formation professionnelle entre 18 et 27 ans accomplis, les périodes de pension d'invalidité, les soins portés, entre autres, à une personne bénéficiant de l'allocation de soins ou encore les **années d'éducation d'un enfant***.

Il convient d'insister sur le fait que ces années assimilées ne jouent que partiellement sur le montant de la pension. Les périodes assimilées entrent uniquement en ligne de compte pour l'évaluation de la durée de la carrière professionnelle personnelle (majorations forfaitaires) et non pour la détermination des revenus de l'ensemble de cette carrière (majorations proportionnelles), comme c'est le cas pour les baby-years.

*Éduquer un enfant

Si le parent a quitté son travail au moment de la naissance de son enfant pour ne reprendre sa vie active qu'après une interruption plus ou moins longue, les années dédiées à l'éducation de cet enfant, ajoutées aux années de travail, permettent d'atteindre, le cas échéant, les 40 années de stage nécessaires.

Il s'agit des périodes pendant lesquelles le parent concerné (mère ou père) a élevé au Luxembourg un ou plusieurs enfants âgés de moins de six ans.

Cette période d'éducation est portée au minimum à huit ans pour la naissance successive de deux enfants et à dix ans pour la naissance de trois enfants (voire à 18 ans en cas d'infirmité mentale ou physique de l'enfant).

Note: en cas d'activation des baby-years, ceux-ci sont portés en déduction des années d'éducation.

Exemple

Naissance du 1^{er} enfant : 06.12.1980

Naissance du second enfant : 10.07.1982

Période assimilée pour le 1^{er} enfant : 06.12.1980 - 06.12.1986

Période assimilée pour le second enfant : 10.07.1982 - 10.07.1988

Total : 7 ans, 7 mois, 4 jours

► le minimum accordé pour deux enfants = 8 ans

► 8 ans de périodes assimilées reconnues.

Anrechenbare Versicherungszeiten

Diese Zeiten sind im Gegensatz zu den Pflichtbeitragszeiten nicht an Beitragsleistungen gebunden. Sie dienen gegebenenfalls dazu, eine Versicherungszeit von 40 Jahren geltend zu machen, aufgrund der eine Altersrente ab 60 Jahren bezogen werden kann.

Als anrechenbare Versicherungszeiten gelten insbesondere Studien- und Berufsausbildungszeiten zwischen dem vollendeten 18. und dem vollendeten 27. Lebensjahr, Bezugszeiten einer Invalidenrente, die Pflege unter anderem einer Person, die Pflegegeld erhält, und **Erziehungszeiten für ein Kind.***

Man muss beachten, dass sich die anrechenbaren Versicherungszeiten nur teilweise auf die Höhe der Rentenbezüge auswirken. Sie werden nur zur Ermittlung der pauschalen Steigerungen herangezogen, nicht aber – im Gegensatz zu den Baby-Jahre – für die proportionellen Steigerungen

*Erziehung eines Kindes

Wenn der Elternteil seine Arbeit zum Zeitpunkt der Geburt seines Kindes aufgibt, um erst nach einer mehr oder weniger langen Pause in das aktive Erwerbsleben zurückzukehren, werden die Erziehungszeiten für dieses Kind auf die Erwerbsjahre angerechnet, wenn man sie für die erforderlichen 40 Versicherungsjahre benötigt.

Es handelt sich um Zeiten, in denen der betroffene Elternteil (Mutter oder Vater) ein Kind oder mehrere Kinder unter 6 Jahren in Luxemburg erzogen hat.

Diese Erziehungszeit kann bei der aufeinander folgenden Geburt von zwei Kindern auf mindestens 8 Jahre und von drei Kindern auf mindestens 10 Jahre verlängert werden (im Falle eines geistigen oder körperlichen Gebrechens des Kindes sogar auf 18 Jahre).

Hinweis: Allerdings werden in Anspruch genommene Baby-Jahre von den Erziehungszeiten abgezogen.

Beispiel

Geburt des ersten Kindes: 06.12.1980

Geburt des zweiten Kindes: 10.07.1982

gleichgestellte Zeit für das erste Kind: 06.12.1980 - 06.12.1986

gleichgestellte Zeit für das zweite Kind: 10.07.1982 - 10.07.1988

insgesamt: 7 Jahre, 7 Monate, 4 Tage

- ▶ mindestens gewährte Erziehungszeit für zwei Kinder = 8 Jahre
- ▶ Anerkennung von 8 Jahren als gleichgestellte Versicherungszeiten.

Périodes d'assurance

continuée sur la base d'une à cinq fois le salaire social minimum (SSM)

En cas d'interruption de son assurance obligatoire auprès de la CNAP, la personne concernée peut demander au Centre commun de la sécurité sociale, dans un délai de six mois à partir de la perte d'affiliation, la poursuite à ses frais de son assurance pension, sous condition qu'elle présente douze mois effectifs d'assurance obligatoire au cours des trois années précédant l'interruption. Cette assurance volontaire doit toutefois couvrir une période continue de quatre mois au moins par année civile. De même, il est loisible à une personne qui réduit son activité professionnelle de compléter ses cotisations obligatoires sous les mêmes conditions (assurance complémentaire). Cette période de

référence de trois ans peut être étendue pour autant et dans la mesure où elle se superpose à des périodes d'assurance assimilée, continuée ou complémentaire ou encore à des périodes de perception du complément de revenu minimal garanti (RMG).

Cette disposition permet aux personnes, qui, pour une raison ou une autre, perdent leur qualité d'assuré ou réduisent leur activité professionnelle, d'éviter une perte financière qui affecterait le niveau de leur retraite.

Le demandeur fixe une assiette cotisable entre une et cinq fois le salaire social minimum sans toutefois dépasser la moyenne des cinq salaires annuels les plus élevés de sa carrière. Les cotisations s'élèvent actuellement à 16% et sont réclamées mensuellement.



Weiterversicherungszeiten

aufgrund des ein- bis fünffachen sozialen Mindestlohns [salaire social minimum, SSM]

Bei der Unterbrechung der Pflichtversicherung bei der CNAP kann die betroffene Person innerhalb von sechs Monaten nach dem Ende der Pflichtmitgliedschaft Centre commun de la sécurité sociale beantragen, auf eigene Kosten die Rentenversicherung weiterzuführen, wenn in den drei Jahren vor der Unterbrechung zwölf Monate lang Pflichtbeiträge entrichtet wurden. Diese freiwillige Weiterversicherung muss allerdings einen zusammenhängenden Zeitraum von mindestens vier Monaten pro Kalenderjahr abdecken. Auch können Personen, die ihre Erwerbstätigkeit reduziert haben, ihre Pflichtbeiträge zu denselben Bedingungen ergänzen. Der Referenzzeitraum von drei Jahren kann verlängert werden,

wenn er mit anrechenbaren Versicherungszeiten, Zusatzversicherungszeiten, Weiterversicherungszeiten oder mit Bezugszeiten eines Zuschusses bis zur Höhe des gesetzlichen Mindesteinkommens [Revenu minimal garanti, RMG] zusammenfällt.

Diese Bestimmung dient dazu, den Menschen, die aus irgendeinem Grund ihren Versichertenstatus verlieren oder ihre Erwerbstätigkeit reduzieren, einen finanziellen Verlust zu ersparen, der sich auf die Höhe ihrer Rente auswirken würde.

Der Antragsteller legt eine Beitragsbemessungsgrundlage in Höhe des ein- bis fünffachen sozialen Mindestlohns [Salaire social minimum] fest, höchstens jedoch in Höhe des Durchschnitts aus den fünf höchsten Jahreseinkommen seines Berufslebens. Die Beiträge liegen derzeit bei 16 % und sind monatlich zu zahlen.



Périodes d'assurance facultative sur la base d'une à cinq fois le salaire social minimum (SSM)

S'il n'est pas admis à l'assurance continuée, un résident luxembourgeois de moins de 65 ans, qui a réduit ou interrompu son activité professionnelle pour des raisons familiales (mariage, éducation d'un enfant mineur ou soins à une personne dépendante, sachant que dans ce dernier cas l'assurance dépendance prend en charge les cotisations de pension), peut contracter une assurance facultative auprès du Centre commun de la sécurité sociale, sur avis favorable du contrôle médical de la sécurité sociale, pour une période de couverture continue de quatre mois au moins par année civile.

Cette personne devra justifier d'au moins douze mois de travail à une époque quelconque de sa vie sans avoir droit à une pension personnelle au moment de recourir à l'assurance facultative. Si cette assurance peut être contractée à tout moment, contrairement à l'assurance continuée, elle ne pourra en aucun cas être rétroactive.

Tout comme pour l'assurance continuée, le taux de cotisation s'élève actuellement à 16% de l'assiette cotisable à définir entre une et cinq fois le salaire social minimum, sans toutefois dépasser la moyenne des cinq salaires annuels les plus élevés de la carrière, et cette contribution à l'assurance pension est réclamée chaque mois.



Freiwillige Versicherungszeiten aufgrund des ein- bis fünffachen sozialen Mindestlohns (salaire social minimum, SSM)

Wenn ein in Luxemburg Ansässiger unter 65 Jahren, der die Voraussetzungen für eine Weiterversicherung nicht erfüllt, seine Erwerbstätigkeit aus familiären Gründen (Heirat, Erziehung eines minderjährigen Kindes oder Pflege einer pflegebedürftigen Person, wobei im letzteren Fall die Pflegeversicherung die Rentenbeiträge übernimmt) reduziert hat oder unterbricht, kann er nach positiver Stellungnahme des Medizinischen Kontrolldiensts der Sozialversicherung [Contrôle médical de la sécurité sociale] eine freiwillige Versicherung für einen Beitragszeitraum von mindestens vier zusammenhängenden Monaten pro Kalenderjahr beim Centre commun de la sécurité sociale abschließen.

Die Person muss mindestens zwölf Erwerbsmonate in ihrem Leben nachweisen können und darf bei Abschluss der freiwilligen Versicherung über keine eigenen Rentenansprüche verfügen. Diese Versicherung kann im Gegensatz zur freiwilligen Weiterversicherung jederzeit abgeschlossen werden, keinesfalls jedoch mit rückwirkender Kraft.

Der Beitragssatz liegt wie für die freiwillige Weiterversicherung derzeit bei 16 % der Bemessungsgrundlage, die in Höhe des ein- bis fünffachen sozialen Mindestlohns festzulegen ist, jedoch den Durchschnitt aus den fünf höchsten Jahreseinkommen des Antragstellers nicht übersteigen darf. Die entsprechenden Rentenversicherungsbeiträge sind jeden Monat zu zahlen.



Périodes d'assurance achetée rétroactivement

sur la base d'une ou deux fois le salaire social minimum (SSM)

L'achat rétroactif a pour but de permettre à une personne qui a interrompu ou réduit son activité professionnelle pour des raisons familiales de couvrir rétroactivement des périodes d'assurance en vue de leur mise en compte comme période de stage requise pour l'octroi d'une pension de vieillesse. En d'autres termes, grâce à cette disposition, des périodes d'inactivité professionnelle peuvent être converties en périodes d'assurance sociale.

Les résidents de moins de 65 ans, justifiant d'au moins douze mois d'assurance obligatoire et qui ne bénéficient pas d'une pension personnelle, peuvent procéder à l'achat rétroactif de périodes auprès de la CNAP, si celles-ci se situent après l'âge de 18 ans.

Il s'agit cependant de périodes bien précises : les années de mariage, les années d'éducation d'un enfant mineur, la durée des aides et soins assurés entre autres à une personne reconnue dépendante et, éventuellement, le temps d'affiliation à un régime de pension étranger.

En pratique, le revenu mis en compte est fixé par l'assuré à une ou deux fois le salaire social minimum sur lequel on applique actuellement un taux de cotisation de 16%, cotisations augmentées d'intérêts à 4% l'an. Le montant déterminé est alors à payer dans les trois mois qui suivent la notification de l'acceptation du dossier ou, sur demande, en cinq annuités.

Le tableau ci-après vous permet de prendre connaissance de l'effort financier à fournir en vue d'acheter rétroactivement les périodes annuelles manquantes, de même que le gain mensuel qui en découle.

Note: le cas échéant le rappel de cotisations à l'assurance pension, sous quelque forme que ce soit, est déductible sans limites de vos impôts.



Rückkaufzeiten aufgrund des ein- bis fünffachen Sozialen Mindestlohns [salaire social minimum, SSM]

Im Rahmen einer Rückkaufregelung können Personen, die ihre Erwerbstätigkeit aus familiären Gründen unterbrochen oder reduziert haben, rückwirkend Versicherungszeiten abdecken, die ihnen als Wartezeiten angerechnet werden, welche die Voraussetzung für den Bezug einer Altersrente darstellen. Mit anderen Worten, dank dieser Regelung können Nichterwerbszeiten in Sozialversicherungszeiten umgewandelt werden.

In Luxemburg Ansässige unter 65 Jahren, die mindestens zwölf Monate Pflichtbeitragszeit nachweisen können und keine eigene Rente erhalten, können bei der CNAP Versicherungszeiten nachkaufen, in denen sie über 18 Jahre alt waren.

Es handelt sich dabei jedoch um genau definierte Zeiten, nämlich Ehejahre, Zeiten der Erziehung eines minderjährigen Kindes, der Betreuung und Pflege einer anerkannt pflegebedürftigen Person und eventuelle Beitragszeiten in einem ausländischen Rentensystem.

In der Praxis setzt der Versicherte das anzusetzende Einkommen beim ein- oder zweifachen sozialen Mindestlohn fest, auf den derzeit ein Beitragssatz von 16 % angewendet wird, zuzüglich Zinsen in Höhe von 4 % pro Jahr. Der festgelegte Betrag wird innerhalb von drei Monaten nach der Benachrichtigung über die Antragsbewilligung oder auf besonderen Antrag in fünf Jahresraten gezahlt.

Der folgenden Tabelle können Sie den finanziellen Aufwand für den Nachkauf fehlender Versicherungsjahre, sowie die monatlichen Einkünfte, die sich daraus ergeben, entnehmen.

Hinweis: Die Nachzahlung von Rentenversicherungsbeiträgen ist in jeglicher Form uneingeschränkt steuerlich abzugsfähig.



Cotisations et majorations de pension découlant d'un achat rétroactif (au 01.03.2009)

Année Jahr	1 x minimum cotisable 1 x untere Beitragsbemessungsgrenze			2 x minimum cotisable / 2 x untere Beitragsbemessungsgrenze		Plafond cotisable / jährliche obere Beitragsbemessungsgrenze
	Revenu nominal Nominaleinkommen	Rappel de cotisations Beitragsnachzahlung	Majoration mensuelle proportionnelle + forfaitaire / Monatliche Rentener- höhung proportional + pauschal	Rappel de cotisations Beitragsnachzahlung	Majoration mensuelle proportionnelle + forfaitaire / Monatliche Rentener- höhung proportional + pauschal	
1959	1.362,42	1.489,58	21,24	2.979,17	32,58	4.676,26
1960	1.362,42	1.432,29	21,24	2.864,58	32,58	4.676,26
1961	1.362,42	1.377,20	21,24	2.754,41	32,58	4.676,26
1962	1.362,42	1.324,23	21,24	2.648,47	32,58	4.676,26
1963	1.498,42	1.400,41	21,91	2.800,81	33,92	4.825,00
1964	1.596,43	1.434,62	22,24	2.869,24	34,58	5.003,48
1965	1.653,45	1.428,71	22,24	2.857,42	34,58	6.224,61
1966	1.705,51	1.417,02	22,20	2.834,03	34,51	6.405,57
1967	1.752,61	1.400,14	22,33	2.800,28	34,78	6.549,35
1968	1.864,16	1.431,98	22,91	2.863,96	35,93	6.772,45
1969	1.928,04	1.424,09	23,14	2.848,17	36,40	7.394,66
1970	2.112,05	1.500,00	23,75	3.000,00	37,61	8.428,38
1971	2.267,56	1.548,50	24,12	3.097,01	38,35	8.829,97
1972	2.398,02	1.574,61	24,12	3.149,22	38,34	9.742,22
1973	2.776,80	1.753,20	25,31	3.506,40	40,73	10.530,52
1974	3.062,01	1.858,92	25,49	3.717,84	41,09	12.067,46
1975	3.899,41	2.276,25	27,86	4.552,49	45,82	14.067,96
1976	4.285,78	2.405,56	27,91	4.811,13	45,93	17.771,49
1977	4.779,11	2.579,29	28,54	5.158,58	47,18	19.067,97
1978	5.168,26	2.682,04	29,35	5.364,07	48,82	19.821,57
1979	5.374,41	2.681,75	29,29	5.363,49	48,68	21.276,01
1980	5.705,10	2.737,26	29,34	5.474,53	48,80	22.820,14
1981	6.277,43	2.896,02	29,88	5.792,05	49,87	25.109,56
1982	6.661,69	2.955,09	30,07	5.910,19	50,24	26.646,72
1983	7.130,30	3.041,31	30,07	6.082,63	50,26	28.521,19

Adresse utile :

Caisse Nationale
d'Assurance Pension

T. : 22 41 41-1
www.cnap.lu

Beiträge und Höhe der Rentenbezüge infolge eines Rückkaufs (Stand: 01.03.2009)

Année Jahr	1 x minimum cotisable 1 x untere Beitragsbemessungsgrenze			2 x minimum cotisable / 2 x untere Beitragsbemessungsgrenze		Plafond cotisable /jährliche obere Beitragsbemessungsgrenze
	Revenu nominal Nominaleinkommen	Rappel de cotisations Beitragsnachzahlung	Majoration mensuelle proportionnelle + forfaitaire / Monatliche Rentener- höhung proportional + pauschal	Rappel de cotisations Beitragsnachzahlung	Majoration mensuelle proportionnelle + forfaitaire / Monatliche Rentener- höhung proportional + pauschal	
1984	7.535,86	3.090,67	30,04	6.181,34	50,18	30.143,46
1985	7.740,03	3.052,32	30,08	6.104,63	50,28	30.960,29
1986	8.068,34	3.059,41	30,57	6.118,82	51,24	32.273,58
1987	8.208,15	2.992,72	30,68	5.985,43	51,47	32.833,20
1988	8.225,26	2.883,61	30,62	5.767,22	51,35	32.901,57
1989	8.961,85	3.021,00	31,79	6.042,01	53,69	35.847,39
1990	9.261,50	3.001,94	31,79	6.003,87	53,69	37.046,60
1991	10.152,06	3.164,03	33,02	6.328,06	56,16	40.608,53
1992	10.655,50	3.193,21	33,43	6.386,42	56,98	53.278,00
1993	11.613,14	3.346,34	34,77	6.692,67	59,65	58.066,01
1994	12.033,84	3.334,19	34,89	6.668,39	59,89	60.169,51
1995	12.906,82	3.438,53	36,21	6.877,06	62,53	64.534,12
1996	13.012,63	3.333,38	36,21	6.666,76	62,53	65.062,83
1997	13.737,54	3.383,73	37,05	6.767,46	64,22	68.687,48
1998	13.765,53	3.260,22	37,05	6.520,43	64,22	68.827,34
1999	14.090,17	3.208,75	37,41	6.417,51	64,93	70.451,07
2000	14.472,02	3.168,95	37,41	6.337,91	64,93	72.360,12
2001	15.388,16	3.239,96	38,26	6.479,93	66,63	76.940,75
2002	15.708,39	3.180,18	38,26	6.360,36	66,63	78.541,90
2003	16.595,98	3.230,65	39,25	6.461,30	68,62	82.979,85
2004	16.940,67	3.170,91	39,25	6.341,82	68,62	84.703,29
2005	17.711,19	3.187,63	39,84	6.375,38	69,79	88.556,01
2006	18.078,62	3.128,61	39,84	6.257,23	69,79	90.393,32
2007	18.843,36	3.135,54	40,41	6.271,07	70,93	94.216,80
2008	19.235,86	3.077,74	40,41	6.155,48	70,93	96.179,40

Nützliche Adresse :

Caisse Nationale
d'Assurance Pension

T. : 22 41 41-1
www.cnap.lu



CHAMBRE DES SALAIRES
LUXEMBOURG

18 rue Auguste Lumière L-1950 Luxembourg
T +352 48 86 16-1 F + 48 06 14
csl@csl.lu www.csl.lu